

RESITUER L'ECONOMIE DANS LA SOCIETE

Christian Comeliau (avril 2010)¹

Introduction : quel est le problème ?

Je voudrais aborder ici une question qui me semble essentielle, mais qui peut apparaître aussi comme surprenante. Elle concerne la place de l'économie dans la société : cette place, qui est aujourd'hui extrêmement importante dans nos préoccupations quotidiennes, n'est-elle pas excessive, disproportionnée, éthiquement indéfendable ? Et si l'on reconnaît qu'elle l'est, peut-on envisager sérieusement de la réduire sans sacrifices considérables, et même sans renoncer aux conditions matérielles élémentaires de la vie en société et aux exigences légitimes du progrès social ?

Je vais expliquer d'abord comment et pourquoi je suis arrivé à une telle question, avant de la préciser par rapport à la pensée la plus courante dans ce domaine. J'ai passé la plus grande partie de ma vie professionnelle à travailler, en tant qu'économiste, sur le « développement » et sur le progrès social, à la fois dans les pays riches et dans les pays pauvres. Ce travail m'a conduit à un sentiment de plus en plus accentué d'insatisfaction et même d'inquiétude : d'abord en raison de l'aggravation persistante des situations de misère, d'inégalité, d'injustice, d'oppression, de violence, et donc de menaces pesant sur la viabilité économique, sociale et écologique de notre monde, malgré (ou peut-être à cause de) ses capacités technologiques sans précédent ;¹ mais aussi en raison de l'insuffisance profonde de notre compréhension de ces situations, et donc de la maîtrise que nous pouvons exercer sur elles, parce que nous croyons pouvoir traiter des perspectives d'évolution du monde en termes principalement économiques.

C'est bien cette place dominante de l'économie dans la compréhension et la maîtrise du développement des collectivités humaines que j'entends remettre en cause ici de manière radicale. Je ne prétends évidemment pas être le premier à le faire, mais on peut souligner d'emblée un double paradoxe à ce propos. C'est d'abord le contraste entre, d'une part, un accord de l'immense majorité des « experts » qui travaillent sur ces questions pour affirmer qu'en pratique, ce sont bien les questions économiques qui gouvernent et doivent gouverner ces perspectives de développement, et d'autre part, l'émergence d'une réflexion de plus en plus structurée pour constater et critiquer cette domination omniprésente des préoccupations économiques. Mais c'est aussi le contraste entre l'existence même de cette critique et la résignation pratiquement unanime, y compris celle de ses adversaires de principe, en faveur d'une acceptation passive de cette domination de l'économie, face à laquelle personne ne voit très bien ce qu'il serait possible de faire, sauf à remettre en question les exigences matérielles de la vie quotidienne, la survie des sociétés et surtout la possibilité de leur progrès. Ce double paradoxe débouche sur un refus quasi unanime de remettre en question l'économisme des approches de la gestion et du développement des sociétés, soit parce que cet économisme est reconnu comme légitime, soit parce qu'il est considéré comme inévitable aussi longtemps que la « société d'abondance » n'est pas réalisée, ce qui reporte

¹ Economiste, professeur honoraire à l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement à Genève. Dernier ouvrage publié : *L'économie contre le développement ? Pour une éthique du développement mondialisé*, l'Harmattan, Paris, 2009.

tout changement à une époque bien lointaine. Les spécialistes du « développement » continuent donc de travailler principalement sur l'économie, dans leur immense majorité ; et ce qui est plus grave, la pensée sur les sociétés et sur leur développement demeure étroitement conditionnée - sinon même prédéterminée - par les questions de l'économie et les réponses qui y sont données. De manière encore plus grave, l'évolution du monde que nous avons aujourd'hui sous les yeux paraît confirmer l'inévitabilité d'une telle perspective : les pays dits aujourd'hui « émergents » émergent comme des puissances économiques, à partir d'une logique économique, et non pas selon un type d'organisation radicalement différent de l'expérience des pays aujourd'hui industrialisés.

C'est cependant cette remise en cause radicale que je voudrais entreprendre ici, même si elle est inhabituelle, même si elle semble aller à contre-courant de la presque totalité de la littérature en sciences sociales. Le lecteur sceptique doit bien admettre, en tous cas, que cette remise en cause concerne des questions pratiques très concrètes qui se posent chaque jour, à chacun d'entre nous, dans les contextes sociaux les plus divers : celles qui portent sur les conditions de la satisfaction des besoins élémentaires, sur la survie des individus et des collectivités, sur la production, la consommation et l'échange, sur le rôle de l'argent, sur la compétition et le pouvoir ; et aussi, plus globalement, celles qui cherchent à expliquer le fonctionnement des sociétés et leur dynamisme. On voit mal comment on pourrait se passer de répondre à ces questions sans adopter une attitude quasi-suicidaire d'aveuglement volontaire. Mais si l'ambition de la présente réflexion demeure radicale, une attitude prudente s'impose devant le double paradoxe qui vient d'être rappelé, et devant cette sorte de déni généralisé qui paraît s'opposer à toute remise en cause sérieuse de cette approche économique, parce qu'il s'agit d'exigences apparemment inéluctables de la vie en société. Dans le cadre de ce bref article, on se bornera d'ailleurs à esquisser certains constats, certaines interrogations et certaines orientations, mais²ceux-ci devraient être approfondis et développés par un travail collectif de plus grande ampleur et de plus longue durée.

Trois exigences de méthode me paraissent toutefois importantes pour éviter des ambiguïtés sur le sens d'une telle réflexion.

La première est celle de la longue durée, justement, ou plutôt celle d'une *perspective historique*. Elle est imposée par la nature même de notre interrogation de départ, qui concerne la prédominance écrasante des préoccupations économiques dans les sociétés contemporaines. Car si cette interrogation mérite d'être posée, c'est bien parce qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Même si nous ne connaissons qu'imparfaitement l'histoire, nous savons que les grandes civilisations du passé n'ignoraient certes pas les problèmes économiques, mais que ceux-ci n'y faisaient pas l'objet d'une attention radicalement prioritaire – au point de l'emporter sur toutes les autres caractéristiques de l'organisation sociale – comme elles le font aujourd'hui. On a pu montrer aussi que certaines sociétés traditionnelles technologiquement peu développées se considéraient elles-mêmes comme des « sociétés d'abondance » où les exigences de l'économie n'étaient pas préoccupantes². C'est donc qu'il existe des possibilités pratiques pour des formes d'organisation sociale radicalement différentes de la nôtre, mais viables - il faudrait voir dans quelles conditions - alors même que l'économie n'en constitue pas le souci principal. Si de telles sociétés ont existé dans le passé, elles demeurent donc envisageables dans l'avenir, et il faudrait s'interroger, non seulement sur les conditions d'une telle possibilité, mais aussi sur sa signification et son contenu : quelles peuvent être les ambitions majeures d'une société qui ne se préoccuperait pas, comme la nôtre, de puissance

² L'étude la plus célèbre qui ait adopté cette perspective est probablement celle de l'anthropologue américain Marshall Sahlins (1972).

technique ou productive, et donc d'enrichissement ? La réponse ne peut être ni hâtive ni idéalisée : car ces ambitions peuvent aller de l'harmonie sociale à la dictature d'une personne ou d'un groupe, de la simple survie matérielle aux formes culturelles les plus raffinées, ou même à la recherche spirituelle d'une transcendance, d'un au-delà, par rapport aux soucis de la vie matérielle. On découvre ainsi que les ambitions des collectivités humaines peuvent être multiples, diversifiées, et pas nécessairement matérialistes comme la nôtre : il ne faut pas être grand connaisseur en histoire des civilisations et des religions pour s'en apercevoir. Mais ces réponses montrent aussi que la conviction contemporaine, qui met l'économie au centre des préoccupations humaines en affirmant que toute conception différente est nécessairement suicidaire, cette conviction n'a jamais été universelle et n'est pas condamnée à le devenir. Reste à voir, bien sûr, comment elle peut être évitée, et au profit de quelles autres ambitions.

Deuxième remarque de méthode préalable. Poser la question dans les termes qui viennent d'être évoqués – c'est-à-dire, se demander si une organisation sociale qui ne serait pas centrée sur l'économie est envisageable, non seulement dans le passé (la réponse affirmative est évidente), mais aussi dans l'avenir – suppose que l'on s'interroge sur d'autres dimensions de la condition humaine, individuelle et sociale, et d'autres dimensions qui par définition, ne sont pas d'abord économiques. Mais si l'homme et la société ne sont pas d'abord des êtres économiques, que sont-ils ? Comment découvrir les autres dimensions, souhaitables ou non, qui peuvent être envisagées si l'on s'interroge sur d'autres évolutions possibles ? Ces questions sont au cœur de la réflexion qui est proposée ici ; mais ce que l'on peut en dire dès à présent est qu'elles dépassent de toute évidence la dimension étroitement «économiste » ou « économiciste » (dans la suite de ce texte, j'adopterai le premier terme, qui me paraît moins barbare que le second) des sciences sociales aujourd'hui dominantes ; elles posent des *questions sur la condition de l'homme et de la société* elle-même. Ces questions sont donc de nature sociétale, ou³anthropologique, ou plutôt, en dernière analyse, de nature philosophique, parce qu'elles interrogent sur la nature de l'homme, sur l'ensemble des dimensions de sa condition, et donc inévitablement sur ses finalités et sur les objectifs ultimes qu'il poursuit ou qu'il est censé poursuivre. Ainsi circonscrite, l'enquête proposée apparaît bien sûr d'une redoutable complexité. Mais elle procède d'une exigence fondamentale pour l'étude du développement : elle permet de comprendre que l'expérience occidentale est une expérience parmi d'autres, que l'histoire humaine ne culmine pas dans ce qui s'est passé depuis trois siècles en Occident (et ensuite dans le monde, sous influence occidentale), que les potentialités humaines débordent largement cette expérience, et que nous sommes en mesure de rechercher des orientations alternatives.

Avant même de rappeler de quoi s'occupe l'économie, je voudrais encore proposer une distinction méthodologique qui me paraît importante, même si elle n'est pas acceptée par tout le monde. Elle consiste à affirmer que la réflexion éthique et la réflexion économique ont des objets différents : l'une recherche les critères du souhaitable, l'autre s'interroge sur les moyens les plus adaptés à la réalisation des objectifs qui ont été choisis. Qu'il y ait des liens multiples entre ces deux types de réflexion est évident ; mais la nature de leur démarche diffère, et donc aussi les critères sur lesquels chacune d'entre elles s'appuie. En conséquence, je ne crois pas que l'on puisse faire une objection de principe contre une recherche établissant un lien entre les deux démarches, si l'on en reconnaît clairement les différences : l'économie ne se confond pas avec l'éthique, ni l'éthique avec l'économie, mais chacune de ces disciplines pose des questions à l'autre.

L'objectif de la présente recherche peut alors être défini plus clairement : elle ne prétend pas redresser l'économie par des préoccupations éthiques, elle veut seulement s'interroger, sur

le plan éthique, à propos de l'organisation de notre monde telle qu'elle se présente aujourd'hui et telle qu'elle s'annonce pour l'avenir, et cela en raison des multiples aspects éthiquement inacceptables que cette organisation comporte. *Je pose donc des questions éthiques à propos d'une organisation du monde dominée par l'économie, et je crois que le fait d'accorder une place moins centrale aux préoccupations économiques permettrait la mise en œuvre d'une organisation du monde éthiquement plus satisfaisante, ou moins inacceptable.* Je ne pars donc pas en guerre contre les économistes et contre le contenu de leur « science » – ce qui serait probablement utile, mais c'est un autre sujet, probablement encore plus complexe que celui-ci – : je m'oppose seulement à une domination aveugle et systématique des économistes sur les sociétés, en raison des conséquences dramatiques qui en découlent pour ces sociétés et pour leur avenir.

Le raisonnement s'organise en deux parties. La première propose une série de constats, qui concernent successivement la nature de l'approche économique (ou au moins de l'approche économique dominante), les raisons et les vecteurs de sa prédominance actuelle, et enfin les liens réciproques qui s'établissent entre cette prédominance et la conception de l'homme et de la société qui l'accompagne. Elle se conclut en résumant les critiques majeures qui peuvent être formulées quant aux conséquences de cette situation sur les sociétés et sur leurs perspectives d'évolution, notamment lorsque l'on tient compte du phénomène aggravant de la mondialisation. La deuxième partie tente d'esquisser, non pas des « solutions » - à ma connaissance, personne n'est en mesure d'en proposer aujourd'hui -, mais au moins quelques premières réflexions et orientations pour sortir de ce blocage.

L'économisme : un constat général.

4

De quoi est censée s'occuper l'économie ?

Je crois qu'il faut commencer par se poser une question apparemment triviale : qu'est ce que l'économie ? Comment se caractérise une approche économique des phénomènes de société ? On sait que les questions les plus élémentaires sur la définition d'une discipline scientifique et sur ses frontières avec d'autres disciplines sont souvent les plus difficiles à résoudre. Je n'entrerai donc pas ici dans la comparaison interminable des définitions qui ont été avancées, et je me bornerai à quelques considérations de principe.

De quoi parle l'économie ? De questions très concrètes qui concernent, en définitive, ce que Fernand Braudel appelait « la civilisation matérielle »³ : elle parle de travail, de production, de consommation, d'échanges, certes, mais aussi plus largement de besoins, de la croissance de ces besoins, de la compétition pour leur satisfaction, de la recherche du profit, de l'investissement pour l'avenir, le tout dans un contexte de raretés relatives (naturelles ou créées par l'homme), c'est-à-dire de ressources insuffisantes pour couvrir entièrement la totalité des besoins. La confrontation au problème économique de la rareté exige ainsi des décisions d'allocation de ressources, des choix, mais ces choix ne sont pas nécessairement prononcés avec le même degré de liberté par tout le monde. L'économie parle donc aussi d'inégalités, de rapports de pouvoir, de luttes entre des individus et entre des groupes sociaux. Plus le jeu économique devient complexe, plus apparaissent des formes d'interdépendances cumulatives entre ces décisions et entre les processus d'allocation qui en résultent ; et cette

³ Braudel, 1979.

complexité se manifeste tout spécialement lorsque les relations d'échanges économiques s'étendent au monde entier et commencent à former un « système », dont les règles de cohérence, au moins en théorie, s'imposent à tous ceux qui prétendent y participer. Les composantes de l'organisation économique sont plus ou moins développées selon les sociétés, mais elles sont observables dans la plupart d'entre elles. Cette présence obligée de l'économie est peut-être la traduction moderne de la vieille formule mythique de la Genèse « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front », qui n'a certes pas attendu les siècles récents et l'avènement du capitalisme pour être vérifiée ; elle constitue aussi la raison pour laquelle Braudel désigne l'économie, dans son histoire de la civilisation industrielle, comme l'ensemble des règles qui définissent la limite « entre le possible et l'impossible »⁴. Cependant la pression de cette contrainte est bien différente selon les sociétés dans l'histoire. Notre période se caractérise, paradoxalement, par une croissance fantastique des quantités de ressources utilisées, des quantités de biens et de services produites, et à la fois, paradoxalement, par un niveau élevé de satisfaction des besoins et par la frustration de plus en plus profonde de ceux qui sont exclus de l'abondance, c'est-à-dire de la majorité de la population. Conséquence évidente pour les sociétés contemporaines d'« abondance » : celles-ci sont caractérisées par *une obsession permanente du calcul économique*, chez la plupart des acteurs sociaux et spécialement chez ceux qui détiennent une responsabilité collective.

Insistons bien sur ce qui différencie ces sociétés « obsédées » des autres types de sociétés. Car on peut admettre qu'en dehors de quelques cas limites assimilables à une sorte de « paradis terrestre » - ont-ils d'ailleurs vraiment existé ? -, tous les hommes et toutes les sociétés ont été confrontés au moins à certaines formes du problème économique. Mais s'il en est ainsi, comment se traduit ce caractère « obsessionnel » des sociétés que l'on dit dominées par les préoccupations économiques, et en quoi sont-elles différentes des autres ? En première approximation, la différence ne s'explique pas, justement, par la seule présence de préoccupations économiques - puisque celles-ci sont pratiquement universelles -, mais par le fait que ces préoccupations revêtent une importance plus grande, dans le conditionnement des comportements des individus et des groupes, que toutes les autres : les préoccupations de repos, par exemple, d'insouciance, de disponibilité de l'esprit ; les préoccupations de convivialité, d'amour, de fraternité, de justice ; les préoccupations de spiritualité, de prière, de rêve, de poésie, de métaphysique ; etc. Mais cette distinction ne suffit pas, parce que l'ensemble de ces préoccupations matérielles et immatérielles se révèlent à l'analyse beaucoup plus interdépendantes qu'on ne le croit au premier abord : il faut manger pour rester en vie avant de prier ou de rêver, il faut mobiliser des ressources pour promouvoir la justice autour de soi ou assurer la sérénité de tous, et ainsi de suite. Pour préciser la différence, il faut alors introduire une notion de *priorité* (mais c'est peut-être aussi une notion économique), et distinguer quel est l'objet recherché en priorité par le décideur : est-ce la promotion de la justice qui constitue son véritable objectif, ou est-ce seulement l'acquisition ou l'accumulation de ressources (dissimulée sous l'apparence d'un instrument) ? On découvre alors qu'une société « économiste » est essentiellement une société dont les membres sont avides de pouvoir sur des ressources, sur des moyens, considérés justement comme des instruments de pouvoir, mais que ce pouvoir est recherché pour lui-même, de manière relativement indépendante des objectifs auxquels elles peuvent éventuellement servir, sauf le pouvoir lui-même. Ainsi ce détour apparemment compliqué nous ramène-t-il à un diagnostic aujourd'hui largement admis : *les sociétés obsédées par l'économisme – et le même constat peut s'appliquer aux individus ou aux groupes – sont des sociétés obsédées par l'acquisition et le renforcement de leur pouvoir sur des instruments, et donc indirectement par leur pouvoir*

⁴ Braudel, 1979, volume I, page 11.

sur d'autres sociétés ou d'autres hommes ; mais elles se désintéressent en définitive des finalités vers lesquelles ce pouvoir et ces instruments pourraient être orientés.

Illustration la plus claire de cette « dérive » vers les moyens : lorsqu'elles sont organisées sous la forme d'économies de marché (comme aujourd'hui la plupart d'entre elles), ces sociétés sont, principalement sinon même exclusivement, à la recherche d'un enrichissement matériel de leurs membres et de la collectivité dans son ensemble. Ce souci d'enrichissement se traduit, le plus généralement et le plus universellement, par la recherche prioritaire de la croissance du « pouvoir d'achat », et donc des masses d'argent dont la société et ses membres disposent. L'argent permet l'acquisition de biens de consommation, de biens d'équipement, de valeurs de réserve ; mais il permet aussi d'exercer un pouvoir sur d'autres décideurs, puisque, par définition, tous les membres de la collectivité sont en priorité à la recherche d'un seul et même objectif, celui de cet enrichissement matérialisé par l'accumulation d'un pouvoir d'achat indifférencié. Ce constat n'implique nullement que les membres de cette société ne poursuivent pas d'autres objectifs que des objectifs économiques ; il signifie seulement que tous les autres objectifs, ou toutes les autres préoccupations, deviennent subordonnés par rapport à ces préoccupations économiques. Avec une raison apparemment inattaquable : puisque les objectifs économiques sont des instruments universels permettant d'atteindre tous les autres objectifs, ils sont les seuls qui comptent dans l'organisation collective, les autres choix de finalités pouvant être laissés au seul choix des individus. On retombe bien ainsi dans la société individualiste, productiviste, consummatrice et marchande qui nous caractérise aujourd'hui, et dont on admet qu'elle a oublié les finalités ultimes de l'homme et de la société au détriment des moyens matériels qui sont censés les permettre.

6

Raisons et vecteurs de cette domination

A partir de ce constat préliminaire, on peut se demander quelles sont les raisons qui expliquent, en définitive, cette domination devenue écrasante des préoccupations économiques, et quels sont les vecteurs qui en assurent la diffusion.

Les raisons principales de cette domination ont déjà été évoquées précédemment, et il ne semble pas qu'une énumération détaillée puisse nous mener bien loin dans l'interprétation. Les premières sont de nature assez évidente : après tout, on ne peut pas se passer de l'économie et du calcul économique dans une société où l'abondance n'est pas disponible pour tout le monde - ce qui veut dire, en pratique, dans toutes les sociétés -, parce qu'il faut d'abord assurer la survie physique des hommes, faute de quoi tous les autres besoins, questions et finalités deviennent sans objet. Mais il ne s'agit pas seulement de survie physiologique élémentaire : lorsque celle-ci est assurée, on sait que les besoins dits « d'épanouissement » prennent le relais et que, paradoxalement, ils croissent eux-mêmes à mesure de l'enrichissement. La technologie utilisée devient aussi de plus en plus perfectionnée, ce qui accroît sans cesse la durée nécessaire aux investissements, et donc la nécessité et la complexité des calculs techniques et économiques (il faut effectuer plus de calculs et mobiliser plus de ressources pour mettre en service un avion de ligne que pour construire une cabane ou fabriquer un couteau). Lorsque le progrès technique et économique se diffuse géographiquement et devient un système, voire un système mondial, sa gestion devient encore plus complexe ; il suffit d'observer la diversité des activités industrielles, commerciales et financières de l'économie mondiale, ainsi que celle des règles multiples et contraignantes qui gouvernent ces activités, pour comprendre que les préoccupations

économiques deviennent effectivement le souci principal de ses animateurs, au point même d'en devenir exclusif. L'homme moderne devient ainsi littéralement, qu'il le veuille ou non, un *homo oeconomicus* qui, par définition, ou en tous cas par manque de temps, n'est plus capable de s'intéresser sérieusement à rien d'autre qu'à l'économie. On peut donc bien parler d'une dérive obsessionnelle.

Quels sont les vecteurs de cette dérive obsessionnelle ? Ce sont d'abord, bien évidemment, les activités économiques elles-mêmes, qui ont été déjà été évoquées : le travail, la production, la consommation, l'accumulation, l'investissement ; ce sont surtout les échanges de plus en plus détaillés auxquels donnent lieu ces diverses activités lorsqu'elles se développent dans les économies modernes. A cette extension considérable des échanges, s'ajoute naturellement ce qui en constitue l'origine, à savoir le progrès technique, avec la recherche scientifique et technique qui le permet, et surtout la division du travail de plus en plus accentuée qui en résulte. Dès qu'il est amorcé, ce phénomène entre dans une logique de complexité croissante : il va donc devoir s'appuyer sur diverses institutions, qui constituent une sorte de cadre juridique de ces activités et deviennent à leur tour vecteurs de ces changements. Au premier rang de ces institutions, figure bien sûr la propriété privée, fondement de l'échange sur le marché, mais aussi les règles des contrats, les instruments de précaution contre les risques que constituent les assurances, les moyens de la régulation financière, et ainsi de suite. Il n'est pas nécessaire de dresser une liste exhaustive de ces institutions pour découvrir encore une fois ce que l'on cherche justement à expliquer ici : c'est que cette extension fantastique des activités économiques, ainsi que celle du cadre institutionnel qui les permet, ne deviennent possibles que si les acteurs concernés par ces activités économiques modernes – c'est-à-dire une partie de plus en plus considérable de la population d'âge actif dans l'ensemble du monde – y consacrent une proportion croissante de leur temps, de leurs capacités⁷ techniques et intellectuelles, et finalement de leurs préoccupations quotidiennes. Si cette interprétation n'est pas erronée, *les activités économiques seraient bien elles-mêmes à la source de leur propre domination dans les sociétés humaines, en raison du temps et du souci constant qu'exige leur complexité croissante*. La prépondérance des préoccupations économiques dans les sociétés modernes n'a peut-être pas besoin d'autre explication, surtout si l'on admet, comme on l'a suggéré plus haut, que ces activités économiques sont elles-mêmes stimulées par les deux moteurs particulièrement puissants du comportement humain que sont la *recherche de l'enrichissement* et *celle du pouvoir* (le pouvoir sur les choses devenant, au sein de telles sociétés, une condition permissive du pouvoir sur les hommes).

Une conception de l'homme et de la société étroitement dépendante de l'économie.

L'étape suivante consiste à prendre conscience de la portée considérable du phénomène de l'envahissement des sociétés humaines par les préoccupations économiques, tel qu'il vient d'être suggéré. Car il ne s'agit pas d'une simple augmentation quantitative du temps consacré aux soucis et aux activités économiques. Beaucoup plus profondément, c'est la *conception d'ensemble de l'homme et de la société* dans ce monde qui se trouve conditionnée, peut-être même déterminée, par ce phénomène⁵. L'image de l'homme qui se dessine désormais dans cette perspective n'est plus d'abord celle d'un membre d'une famille ou d'un clan dont il

⁵ J'ai proposé une interprétation plus approfondie de ce phénomène dans mon dernier ouvrage (Comelieu, 2009). J'y insiste cependant sur une distinction que je n'ai pas la place de détailler ici, entre l'économie en général et l'économie marchande : l'institution du marché accentue considérablement l'emprise des préoccupations évoquées ici, mais celles-ci ne lui sont pas propres.

devrait respecter la hiérarchie et les règles traditionnelles, ni celle d'un être appelé à dépasser son environnement par une destinée de transcendance, ni celle d'un citoyen au service d'un Etat. C'est d'abord celle d'un être calculateur, rationaliste et utilitariste ; un être préoccupé d'augmenter sa production, sa consommation et sa capacité d'échange en termes principalement quantitatifs (plus égale mieux), à travers des processus de croissance indéfinis ; un être préoccupé avant tout de son intérêt individuel plutôt que de celui des collectivités auxquelles il appartient, et donc un être dont les relations sociales seront conçues d'abord en termes de mimétisme, de rivalité et de compétition, et sans doute aussi (à moins que les institutions ne tentent de s'y opposer) de domination, d'exclusion, de violence, de guerre, entre individus, entre groupes sociaux, entre nations. Ces calculs, ces soucis de croissance, d'intérêts, de compétition, se situent pour l'essentiel dans le domaine de la « civilisation matérielle » qui est celui des activités économiques. Dans ce cadre, on peut ainsi continuer d'affirmer que l'homme est un être à la recherche d'enrichissement et de pouvoir ; mais cette recherche doit se comprendre principalement dans les limites du domaine circonscrit par les préoccupations économiques. *Une société dominée par l'économie est ainsi une société dans laquelle la recherche du pouvoir et de la richesse, et plus largement l'ensemble des comportements individuels et sociaux, et finalement la totalité des relations sociales, sont peu à peu envahis par une « économicisation » généralisée.*

Les conséquences de cet envahissement, et donc les perspectives de sa maîtrise éventuelle, ne sont pas faciles à interpréter, parce que le sens des causalités s'en trouve obscurci. Les historiens de l'économie analysent souvent l'avènement de la société industrielle et de l'économie moderne comme le produit d'une transformation des mentalités et des comportements, au moins au sein de groupes sociaux qui jouissent d'une possibilité privilégiée d'imposer à d'autres leur pouvoir et donc leur influence. Dans cette perspective, c'est l'émergence d'une conception⁸ particulière de l'homme et de la société qui aurait permis l'industrialisation, le développement des économies modernes, et même la formation progressive du système économique mondial à laquelle nous assistons à notre époque. Bien entendu, cette interprétation demeure largement vérifiée aujourd'hui ; mais l'analyse de la situation actuelle et de l'évolution prévisible se complique si l'on considère à l'inverse - d'une manière qui paraît tout aussi légitime, quand on admet l'interprétation proposée ci-dessus - que ce sont en fait le développement des économies modernes elles-mêmes et la formation du système économique mondial qui déterminent, de manière de plus en plus contraignante, la conception de l'homme et de la société qui caractérise aujourd'hui notre monde. On peut constater, me semble-t-il, que la relation de causalité joue simultanément dans les deux sens.

Critique de la prédominance de l'économie.

On en a dit assez, me semble-t-il, pour pouvoir résumer les critiques principales que soulève, d'un point de vue *éthique*, la prédominance des préoccupations économiques dans les sociétés modernes. On a souligné les dérives majeures qui en découlent, spécialement si les préoccupations économiques s'organisent autour de l'institution centrale du marché : oubli des finalités au profit des moyens ; obsession du calcul économique et de l'utilitarisme matérialiste ; individualisme, productivisme, « consumérisme » ; croissance auto-entretenu et indéfinie des besoins, ainsi que des activités, des techniques et des institutions pour y répondre ; quasi-monopole des préoccupations économiques dans l'allocation du temps au travail productif, dans la recherche du pouvoir et de l'enrichissement, dans les relations

sociales ; renforcement réciproque de ces préoccupations et de la conception de l'homme et de la société qui s'y trouve associée.

A ces caractéristiques s'ajoutent une faiblesse interne profonde du calcul économique proposé par l'économie de marché et le système des prix, et donc l'échec de ses prétentions à la rationalité. Ce calcul, en effet, est faussé parce qu'il est partiel. Par définition, le système des prix ne tient compte des avantages et des coûts d'une décision, que lorsqu'ils sont quantifiables et valorisables ; il ignore donc des coûts tels que ceux des luttes sociales et des injustices, ceux de la destruction du capital des ressources naturelles, ou encore ceux de la dégradation des valeurs culturelles propres à chaque société.

Mais expliquer n'est pas approuver, et la description proposée ne constitue pas une justification éthique ; elle ne permet pas de considérer que la conception actuellement dominante de l'homme et de la société devrait être acceptée telle quelle, parce qu'elle résulterait d'une sorte de fatalité historique, et qu'il serait vain de prétendre la critiquer ; elle ne permet pas non plus d'ignorer les conséquences dramatiques d'une telle conception pour une partie importante de la population mondiale. Au contraire, la conception de l'homme et de la société qui se dégage de cette description paraît exiger une critique rigoureuse en raison de son *réductionnisme*, c'est-à-dire du fait qu'elle propose de l'homme une image extrêmement appauvrie par rapport aux potentialités effectives de la condition humaine. Rien, en d'autres termes, ne permet de considérer que la philosophie qui inspire l'ordre économique et social aujourd'hui dominant dans le monde, puisse être considérée comme une sorte de « fin de l'histoire »⁶, un point d'aboutissement suprême de l'humanité, parce que cette humanité toucherait un idéal désormais insurpassable, et il ne resterait plus qu'à généraliser cet idéal sans état d'âme à l'ensemble de la planète.

9

Le problème, il faut le répéter, ne provient pas seulement de la présence de ces tendances ; il résulte surtout du caractère radicalement dominant de ces tendances, et du fait que les préoccupations économiques qui en résultent bénéficient d'une *priorité systématique sur toutes les autres préoccupations* actuellement ou potentiellement présentes dans la condition humaine, telles que l'altruisme, le désir de contemplation, de poésie ou de beauté, la spiritualité et l'aspiration plus ou moins confuse à une certaine transcendance par rapport à la vie matérielle quotidienne, le respect de la nature, et ainsi de suite. Cette priorité est d'ailleurs tellement intériorisée par les individus et par les groupes qu'elle en devient pratiquement inconsciente. Ou, pire encore, elle se présente comme un intermédiaire indispensable pour atteindre toutes les autres valeurs (l'accès à la beauté, à la spiritualité ou à la jouissance d'un cadre naturel épanouissant, étant de plus en plus conditionné par le pouvoir d'achat de chacun, et en définitive par sa relation avec les choses plutôt que par sa relation avec les hommes), au point que le contenu de ces finalités ultimes disparaît pratiquement des préoccupations des gens, qui se concentrent désormais de manière exclusive sur les conditions instrumentales de leur réalisation. C'est en ce sens que la conception de l'homme et de la société liée à la domination de l'économie se révèle comme profondément réductrice, et que la solution de cette dérive ne peut être recherchée qu'en replaçant l'économie en situation subordonnée. Affirmée brutalement et sans discussion possible, au nom des exigences du progrès, la priorité systématique accordée aux préoccupations économiques apparaît ainsi comme le produit d'un autoritarisme particulièrement primaire, parce qu'elle ignore la plus grande partie de ce qui fait la richesse et la diversité de la condition humaine

⁶ C'est le titre, on le sait, d'un ouvrage célèbre de Francis Fukuyama, paru en 1989 et traduit en français en 1993.

Perspectives pour sortir de l'économisme

Le problème évoqué ci-dessus est tellement profond, tellement omniprésent dans la vie quotidienne, mais aussi tellement crucial pour le sens de notre vie à tous, qu'on ne peut évidemment espérer le résoudre par quelques formules simples. Je ne prétends nullement le résoudre, et je voudrais seulement conclure ce constat préliminaire en identifiant quelques points de repère et quelques orientations dans lesquelles la réflexion collective pourrait se poursuivre.

Il convient d'abord de resituer le problème dans sa perspective temporelle, pour le relativiser d'une certaine manière. J'avais insisté au début de cet exposé sur la nécessité, pour comprendre ce problème, d'une perspective de longue durée, à la fois pour le passé et pour l'avenir. Je voudrais maintenant nuancer cette exigence, en affirmant que ce qui est en jeu ici, ce sont avant tout les perspectives de progrès et d'harmonie de nos sociétés dans l'avenir : dans l'interprétation du passé, il me semble qu'il ne faut tout de même pas surestimer l'influence des seules préoccupations économiques dans l'histoire, ou en tous cas qu'il ne faut pas en faire (quoi qu'en ait dit Marx pour l'époque spécifique qu'il analysait) le moteur exclusif de l'histoire longue de l'ensemble des civilisations. Reste que dans le système mondialisé qui se dessine aujourd'hui, ces considérations économiques apparaissent comme plus déterminantes, et en tous cas comme plus puissantes que jamais, dans la perspective de notre avenir à tous et dans celle d'un effort de maîtrise des conditions matérielles du progrès. Le problème s'est probablement aggravé avec la mondialisation, et l'on voit de moins en moins *comment sortir notre avenir de cette emprise totalitaire de l'économie*. C'est bien pourquoi nous ne pouvons ignorer la¹⁰question..

Deuxième observation : *sortir de l'économisme ne signifie pas nier l'importance de l'économie, et encore moins sa nécessité inéluctable*. Celle-ci reste et restera essentielle aussi longtemps que la rareté relative des ressources (naturelle ou provoquée), et les conflits qui en résultent, s'opposeront à la simple survie, puis à la pleine satisfaction des besoins et des désirs légitimes de tous les hommes, c'est-à-dire sans doute jusqu'à la fin de l'histoire⁷. Les problèmes économiques sont de toute évidence cruciaux pour la viabilité de notre monde. Il ne s'agit pas de nier cette importance ou de ridiculiser ceux qui s'en préoccupent ; il s'agit, répétons-le, de re-situer ces préoccupations économiques à la place qui doit être la leur, qui est une place *subordonnée*. Subordonnée par rapport à l'ensemble des questionnements qui résultent des spécificités de la condition humaine, dont l'homme n'a probablement pas achevé lui-même la pleine compréhension.

Dans cette perspective, il m'a toujours paru utile de distinguer deux catégories de choix dans les stratégies proposées pour le progrès des individus et des sociétés, parce qu'elles ne relèvent pas des mêmes critères : celle des *choix politiques et éthiques*, d'une part, qui concernent les finalités et les objectifs, et qui reposent en définitive sur des jugements de

⁷ Il est intéressant, mais assez troublant, de rappeler qu'en 1928, dans ses « Perspectives économiques pour nos petits-enfants », Lord Keynes – considéré aujourd'hui comme l'un des économistes les plus importants du XXème siècle, sinon le plus important – écrivait : « Si l'on écarte l'éventualité d'une grande guerre et d'un accroissement important de la population, le *problème économique* pourra être résolu, ou du moins en voie de résolution, d'ici cent ans. Cela signifie que le problème économique n'est pas – si nous nous tournons vers le futur – le *problème permanent de l'espèce humaine* » (texte repris en traduction française dans J.M. Keynes, *La pauvreté dans l'abondance*, Gallimard, Paris, 2002).

valeur ; celle des *choix technico-économiques*, d'autre part, qui concernent les moyens et instruments de réalisation de ces objectifs, et qui relèvent du savoir spécialisé des « experts », ingénieurs, économistes ou autres⁸. Contrairement à une critique courante mais superficielle de la « politicisation » de la vie en société, ce sont bien les choix de valeurs qui sont premiers, les choix techniques et économiques demeurant subordonnés.

De quoi devrait se préoccuper en priorité une société qui ne serait plus obsédée par l'économie ? On l'a dit : de ce qui est jugé le plus essentiel, selon les différentes cultures, dans les finalités de la condition humaine, à la fois pour les individus, les divers groupes sociaux, et la société dans son ensemble. Il n'y a donc pas de liste prédéterminée de ces thèmes, puisqu'il revient aux sociétés elles-mêmes de définir ce qui est important pour chacune d'entre elles et pour toutes. Cependant la longue histoire des hommes et de leur pensée doit pouvoir nous aider aujourd'hui à identifier les ordres de valeurs et de priorités, entre le matériel et le spirituel, entre l'immanent et le transcendant, entre l'individuel et le collectif, entre l'intérêt général et les intérêts particuliers, entre l'universel et ce qui est spécifique à une culture⁹. Mais on voit bien que ces choix relèvent d'une pensée philosophique, ou anthropologique, qu'ils portent sur des enjeux humains et sociaux fondamentaux (même si ceux-ci ont été bouleversés par l'histoire du capitalisme au cours des siècles récents), mais qu'ils ne peuvent résulter des seuls enseignements autoritaires de l'économie comme on voudrait nous le faire croire aujourd'hui.

Sur cette base, on peut indiquer quelques orientations préliminaires pour une sortie ordonnée et cohérente de l'économisme, dans la perspective d'une recherche du progrès pour le monde à venir. Je ne dissimule pas mon embarras en abordant ce sujet en conclusion. D'abord parce que j'ai l'impression, en évoquant ces éléments de solutions, d'énoncer des banalités tellement évidentes¹¹ qu'elles ne méritent même pas d'être mentionnées : mais on voit bien que ces banalités demeurent largement ignorées en pratique. Ensuite parce que ces solutions réclament par définition, comme on vient de le dire, des jugements de valeurs d'ordre éthique et politique qui ne peuvent être prononcés que par les collectivités concernées, et non pas dans le cadre de quelque discours prétendument moralisateur à usage universel.

Sous ces réserves, je vais commencer en évoquant trois orientations me paraissent dès l'abord indispensables ; elles paraîtront sans doute paradoxales parce qu'elles concernent l'économie, mais il est facile de comprendre qu'elles conditionnent tout le reste.

Une orientation très générale, d'abord. La rhétorique du développement dans les années récentes – au sein de la plupart des instances responsables, nationales ou internationales - accorde une place centrale, et obligée, à la formule du « développement durable ». Elle assigne traditionnellement à celui-ci une triple dimension : la dimension économique, la dimension écologique et la dimension sociale. Pour sortir de la domination de l'économie, il me paraît nécessaire de qualifier cette formulation en affirmant très nettement la primauté de la dimension sociale (ou si l'on veut « sociétale », pour souligner qu'elle ne peut être réduite aux seuls « secteurs sociaux »), parce que le développement concerne la totalité de la condition et de l'épanouissement des hommes et de la société des hommes, et non pas ses seules composantes économiques. Cela dit, on peut immédiatement réaffirmer l'importance persistante, même si elle est subordonnée, des dimensions économiques et écologiques. Car il

⁸ J'ai exposé récemment cette distinction dans l'introduction d'un colloque au Brésil, dont le texte doit être publié en France prochainement (Comelieu, à paraître en 2010).

⁹ Ces thèmes sont développés dans Comelieu, 2009.

est clair que l'objectif de développement « sociétal » ne sera pas réalisable, si sa conception ne tient pas compte des exigences économiques et écologiques de sa mise en œuvre. Le progrès de l'ensemble de la société restera inaccessible, en d'autres termes, si les stratégies de sa mise en œuvre ne comprennent pas, parmi leurs moyens, une « économie du développement » et une « écologie du développement ». La première exigence d'orientation est donc bien celle-là : c'est en revenant à une meilleure distinction entre les fins et les moyens que l'on pourra promouvoir *une nouvelle synthèse de l'approche du développement : celle-ci doit être centrée sur les conditions d'épanouissement la société dans son ensemble – c'est la primauté de la « dimension sociale » -, mais elle ne deviendra réalisable que si ses promoteurs lui donnent une dimension économique et une dimension écologique.*

Allons plus loin dans cette reconnaissance de l'économie : parmi les composantes prioritaires du développement, deux d'entre elles sont manifestement de nature économique. En tout premier lieu, il faut viser à la *satisfaction des besoins essentiels de tous* : on ne peut obtenir de développement satisfaisant si on n'élimine pas les situations de grande misère. Mais celles-ci demeurent massives, et elles sont d'autant plus scandaleuses que les progrès technologiques de ce monde, qui n'ont jamais été aussi rapides et spectaculaires qu'au cours des décennies récentes, nous donnent apparemment les moyens de les supprimer. Cette tâche est cependant moins simple qu'il n'y paraît. D'abord parce qu'une définition non controversée des besoins essentiels est plus difficile à préciser qu'on ne le pense au premier abord, surtout si l'on étend ce domaine à ce qui est au-delà des exigences purement physiologiques de survie (par exemple le droit à l'éducation, le droit de vote et la liberté de la presse ; et surtout, le droit au travail et à un emploi, et le droit à la protection sociale). Et aussi parce que les problèmes de la misère ne sont pas d'abord technologiques, ni même nécessairement liés aux quantités disponibles : ils résultent avant tout, des relations entre les hommes et des tentatives des groupes sociaux pour s'exclure¹² mutuellement des bénéfices du progrès.

On retrouve cette exigence économique au-delà de la satisfaction des besoins essentiels : c'est pour l'ensemble des besoins des hommes reconnus comme légitimes, y compris les besoins dits « d'épanouissement », qu'il importe d'assurer, non pas une maximisation indifférenciée de la production de biens et de services – « plus » n'est pas nécessairement « mieux » -, mais avant tout une *répartition acceptable des fruits du progrès*. Les termes « acceptable » et « légitime » revêtent ici un sens assez précis : ils établissent un lien avec les valeurs, les préférences et les décisions de la collectivité concernée, et celle-ci doit donc définir ses propres critères de la justice sociale. Mais il faut aussi que la répartition choisie permette la simple viabilité de la société concernée ; et beaucoup de formes de répartition ne sont pas viables parce qu'elles entraînent une violence permanente, qui interdit pratiquement toute autre forme de progrès social. Ajoutons enfin, à la fois pour les besoins essentiels et les besoins d'épanouissement, qu'une répartition acceptable des fruits du progrès va demander, de manière de plus en plus accentuée, une orientation de la recherche scientifique et technologique qui tienne compte des priorités réelles, des degrés d'urgence sociale, entre ces besoins, plutôt que de leur rentabilité ou de leur caractère prestigieux : est-il plus urgent de retourner dans la lune ou de trouver le remède aux grandes endémies ?

Au-delà des trois catégories « économiques » qui viennent d'être rappelées, les difficultés d'identification du contenu du développement s'accroissent encore. Car si l'on admet le raisonnement proposé dans l'ensemble de cet exposé, on pénètre sans cesse davantage dans *un domaine qui dépend des choix philosophiques d'une certaine « conception de l'homme et de la société »*, et donc des finalités ultimes de l'homme et de ce qu'il considère comme ses valeurs essentielles. On se heurte ainsi à deux ordres d'obstacles. Celui

du pouvoir compétent en la matière, d'abord : qui décide de cette conception ? Problème classique, certes, mais encore aggravé par la complexité croissante des composantes du développement, qui entraîne celle des niveaux de décision les plus adaptés pour y répondre : un nombre croissant de problèmes d'organisation sociale ne peuvent plus être résolus qu'à un niveau dépassant les instances traditionnelles des collectivités locales ou de la nation, et exigent, par exemple, le niveau européen (la politique commerciale) ou celui de l'ensemble de la planète (le réchauffement climatique). Mais le second obstacle est encore plus redoutable : je l'ai laissé pour la fin parce que, bien sûr, je n'en discerne pas la solution, mais aussi parce que je crois que c'est le cœur même du défi du progrès des collectivités humaines. *Quelles sont les finalités de l'homme*, quelles sont les conditions organisationnelles nécessaires à leur réalisation ? Nous devons bien avouer que nous ne le savons pas, ou au moins que nous ne savons pas comment nous mettre d'accord pour répondre à cette question fondamentale : toute l'aventure humaine consiste, en définitive, à faire la découverte progressive de sa réponse et à s'assurer la maîtrise de sa mise en oeuvre.

C'est bien pourquoi, contre toutes les modes intellectuelles qui nous gouvernent depuis trois siècles, *la question du développement n'est pas d'abord un problème d'« experts », mais un problème de « citoyens », et donc un problème éthique et politique*. Il y a là un immense chantier à ouvrir : je ne peux bien sûr le faire ici, et je vais m'arrêter, en toute modestie, au seuil de cette exigence. Mais « ouvrir » est bien le terme adéquat, parce que nous nous sommes enfermés dans une conception extraordinairement réductionniste des choix sociaux, et qu'il nous faut maintenant l'ouvrir, non seulement à d'autres formes de techniques et d'économie, mais surtout à d'autres valeurs, d'autres finalités, d'autres objectifs, d'autres relations humaines.... Et donc sans doute à d'autres idéologies, d'autres expériences, d'autres civilisations, d'autres conceptions de l'Univers et de son au-delà.

13

Aujourd'hui, le progrès et la viabilité des collectivités humaines sont à ce prix.

CC, 19 avril 2010

REFERENCES

AMABLE, Bruno et PALOMBARINI, Stefano (2005), *L'économie n'est pas une science morale*, Raisons d'agir, Paris.

BRAUDEL, Fernand (1979), *Civilisation matérielle, économie, capitalisme, XVème-XVIIIème siècles*, 3 volumes, Armand Colin, Paris.

COMELIAU, Christian (2009), *L'économie contre le développement ? Pour une éthique du développement mondialisé*, préface de Stéphane HESSEL, l'Harmattan, Paris.

COMELIAU, Christian (2010), *Sécurité alimentaire et sécurité énergétique ; choix politiques et choix économiques*, Conférence d'introduction au colloque de Rio-de-Janeiro, 21-23 octobre 2009 (à paraître aux éditions de l'EHESS, Paris).

FUKUYAMA, Francis (1989), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, trad. française, Champs Flammarion, Paris, 1993.

KEYNES, John Maynard (2002), « Perspectives économiques pour nos petits enfants » (1928), repris dans *La pauvreté dans l'abondance*, Tel, Gallimard, Paris.

SAHLINS, Marshall (1972), *Age de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, trad. française, NRF-Gallimard, Paris, 1976.

SEN, Amartya (2004), *L'économie est une science morale*, la Découverte, Paris.